

ÉDITO

# « D'une certaine manière, les Indiens sont les derniers gaullistes » (2/2)

Le Grand Continent le 13 septembre 2023

Par Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), Sherpa du G7/G8, et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). Après un passage au BCG, il a rejoint le Groupe Adit et ESL & Network en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

**Vous disiez que la France devait jouer un rôle d'équilibre. Pourtant, il y a une pression à contrebalancer de façon globale la Chine et même à créer une alliance internationale anti-chinoise. On parle parfois d'une nouvelle guerre froide sino-américaine. Pensez-vous qu'il y a un risque d'une intensification de cette rivalité entre les Etats Unis et par extension l'Occident avec la Chine ? Comment faire pour l'éviter ?**

Il existe en effet une forme de nouvelle guerre froide dans le domaine économique et surtout dans le domaine technologique entre les Etats-Unis et la Chine. Il faut s'interroger sur la compatibilité des intérêts Européens et Américains en la matière et éviter de se laisser entraîner par le jeu des alliances. Nous avons vu comment les Américains ont poussé l'OTAN au sommet de Madrid en 2022 puis à celui de Vilnius à publier un paragraphe de la déclaration du sommet indiquant que la Chine était un rival systémique pour la sécurité euro-atlantique. Il ne faudrait pas être surpris que dans un moment de très forte tension avec la Chine, les Etats-Unis

Dans le précédent numéro de notre Newsletter – jeudi 28 septembre – Maurice Gourdault-Montagne évoquait les objectifs et les enjeux de la diplomatie indienne, à l'occasion de la tenue du sommet du G20 à New Dehli. Ce sommet a été marqué par la signature d'un protocole entre l'Inde, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Union européenne, pour créer un « corridor économique Inde Moyen-Orient Europe », sorte d'alternative concurrente aux Nouvelles Routes de la Soie chinoises. Dans le même temps, l'entrée de l'Union Africaine dans le G20 est un marqueur supplémentaire de l'émergence d'un « Sud Global », les pays en voie de développement qui n'entendent pas se positionner sur la rivalité sino-américaine.



tendent d'embarquer les Européens dans cette rivalité et à mobiliser l'OTAN contre la Chine.

C'était sans doute tout le sens de créer un bureau de liaison de l'OTAN à Tokyo, dont on dit qu'il a été refusé par la France et par l'Allemagne. Au fond, il faut se demander si l'OTAN a vocation à structurer toute la sécurité internationale. Je pense que non. Nous avons des intérêts stratégiques en Asie, dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique, mais ces intérêts sont différents de ceux que traite l'Alliance atlantique. Il faudra faire attention à plusieurs échéances à cet égard : les élections à Taïwan en janvier 2024, et les élections américaines de novembre 2024 sont annonciatrices de tensions avec Pékin.

## On aurait pu penser que la guerre en Ukraine allait conduire à un recentrement de l'Otan sur l'Europe, mais la rivalité sino-américaine crée aussi la possibilité d'une extension.

L'OTAN connaît en effet une nouvelle vie en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine. Néanmoins, les Américains savent également qu'il est nécessaire d'investir d'autres alliances en Asie que l'alliance atlantique. Nous avons vu la visite à Camp David cet été des Premiers Ministres du Japon et de la Corée du Sud, à l'invitation de Joe Biden. Les Etats-Unis ont mis en place l'AUKUS en 2021 et ils s'appuient toujours sur le Quad.

Ils ont également inauguré une nouvelle base aux Philippines. Il existe ainsi des sous-ensembles auxquels les Américains accordent une grande attention. Pour le moment, il n'y a donc pas de décentrement de l'Otan, mais l'idée d'entraîner le bloc otanien qui est un bloc occidental dans la zone Pacifique fait son chemin. Cela pourrait se concrétiser par la création d'une nouvelle compétence ou d'un mandat dans l'Asie-Pacifique.

## Quel regard portez-vous sur la diplomatie européenne lors du G20 ?

Au G20, l'Union européenne en tant que telle est présente, tout comme quatre de ses membres : la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Ces pays ont négocié le communiqué final qui reflète la situation et ils ont pris leur part du consensus. Mais il faut aussi tenir compte de ce qui est faisable sur le plan de la défense entre Européens car nous sommes jugés à cette aune.

Aujourd'hui, vingt-trois sur vingt-sept pays de l'Union européenne sont membres de l'OTAN, ce qui diminue fortement les marges de manœuvre de l'Union vis-à-vis de l'alliance. Beaucoup attendent les élections américaines de 2024, et se demandent si elles ne vont pas rendre nécessaire la création d'un pilier européen de la défense car la présidence de Donald Trump nous a enseigné le caractère parfois imprévisible de l'administration américaine par rapport à ses engagements. L'Europe de ce côté-là, a réussi à mettre en place une boussole stratégique définie sous la Présidence française

de l'UE en 2022, qui permet l'identification de nos moyens, de nos projets en prenant en compte la base industrielle de défense de l'Union européenne. Les Européens ont fait l'inventaire de la situation, qui est celle d'une très claire dépendance vis à vis des Américains. Mais la France avec sa Loi de programmation militaire, l'Allemagne avec son fonds spécial pour la défense, et la Pologne qui a de grandes ambitions pour son armée, pourraient constituer une base pour le développement d'un pilier européen de défense.

Considérons aussi que l'Europe a des intérêts propres, notamment dans ses relations commerciales avec la Chine. Faut-il dérisquer les chaînes d'approvisionnement avec la Chine, ou bien découpler les économies ? La première solution semble plus raisonnable et surtout plus réaliste; et l'équation fixée par la Commission européenne en 2019 qui est de considérer la Chine comme un rival systémique, un concurrent et un partenaire est toujours valide.

## Ce débat sur la relation à adopter vis-à-vis de la Chine divise aussi la classe politique en Allemagne, où vous avez également été ambassadeur. On a vu Annalena Baerbock dire qu'il ne fallait pas aller en Chine. Puis Olaf Scholz y a fait une visite juste avant Emmanuel Macron. On a l'impression qu'il y a également de grands débats internes en Allemagne sur la question de la position adoptée vis-à-vis de la Chine. Quelle position va finir par l'emporter ?

Le fait que la diplomatie allemande soit divisée sur la question est le résultat logique de la composition de la coalition à la tête de laquelle se trouve le chancelier Olaf Scholz, entre le SPD, les Libéraux et les Verts. Le ministre des Finances défend les intérêts des grandes entreprises allemandes tandis que le ministre des Affaires étrangères défend les droits humains. Cela reflète tout simplement cet équilibre difficile à tenir au sein d'une coalition de partis aux intérêts divergents. Le chancelier Scholz, c'est son rôle, essaye de trouver des majorités pour faire avancer le programme de la coalition au Parlement.

Je ne suis pas choqué outre mesure qu'Olaf Scholz ait fait une visite seul en Chine. Il y est allé avant que le nouveau gouvernement chinois ne soit mis en place, tandis qu'Emmanuel Macron a attendu qu'il soit installé. Il s'agit de deux approches qui répondent à des priorités différentes. Par ailleurs, les intérêts allemands et français en Chine ne sont pas nécessairement les mêmes, et il est normal qu'Olaf Scholz défende ceux de l'Allemagne lors d'une démarche individuelle.

Nous pouvons avoir une approche coordonnée de la question sans pour autant mener des visites simultanées. Notre approche de l'accès au marché, du level playing field, des subventions, des technologies sont par ailleurs convergentes.

## Le sommet du G20 a été précédé par le sommet des BRICS qui a été l'occasion d'élargir l'organisation : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. Comme avez-vous interprété l'invitation de ces nouveaux États ? Se dirige-t-on vers un élargissement des BRICS de façon plus continue ?

Un grand nombre de pays sont candidats à l'adhésion aux BRICS qui sont en effet perçus comme le lieu d'expression de la voix des pays du Sud, aux intérêts différents de ceux qui ont dominé jusqu'ici les institutions internationales. Les pays qui viennent d'être admis permettent une plus grande représentativité en termes de richesse globale et de population : d'autres les rejoindront prochainement.

En ce qui concerne la présence de l'Iran, il faut la comprendre dans le cadre de la réconciliation irano-saoudienne orchestrée par la Chine, avec l'approbation des Russes, dans un contexte plus général de rapprochement entre l'Arabie Saoudite et la Chine.

Cet élargissement des BRICS est une expression de réaffirmation de la volonté de ces pays de réformer la gouvernance mondiale où, selon eux, l'Occident pratique un « deux poids deux mesures » qui n'est plus accepté. C'est aussi l'expression d'une nouvelle vision des rapports internationaux où les grands émergents veulent peser.

Il faut noter que ce qui réunit notamment ces pays, comme l'explique Agathe Demarais dans Backfire, est le refus de la domination du dollar sur la scène internationale, et les sanctions adoptées à l'encontre d'une vingtaine de pays dans le monde, grâce à l'extraterritorialité de la juridiction américaine. Ces sanctions sont votées par le Congrès et souvent relayées par l'Union européenne. Cette situation n'est pas acceptable pour un certain nombre de pays qui cherchent donc un système alternatif dont la Chine prendrait le leadership.

Les récents événements nous montrent ainsi que la nouvelle gouvernance mondiale de la scène internationale se dessine à travers le G20, les BRICS, et les COPs sur le climat. Je pense que ce sont dans ces forums qu'il faut chercher à comprendre la recomposition de la scène internationale et la mise en place de règles du jeu qui vont se renouveler. Ce sera un long chemin souvent chaotique ●



## REGARD D'EXPERT

# Quelles relations entre Erdogan et le Golfe ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Il est important de noter que pour son premier voyage officiel depuis sa réélection en mai dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan a choisi le Golfe. Un choix qui n'a rien d'anodin, tant la Turquie a entretenu des relations tendues avec les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite au cours de cette dernière décennie, marquée par un soutien à des groupes rivaux lors des printemps arabes, puis en Libye ou des acteurs opposés ont reçu le soutien turc et émirati.

Cette tournée a semblé donc achever la réconciliation entamée ces derniers temps, notamment grâce à la reprise du commerce bilatéral et à une coopération militaire accrue. Une aubaine pour Ankara, dont l'économie est aux abois. Et une intention partagée par Riyad et Abou Dhabi, soucieux de diversifier leurs partenariats stratégiques et d'assurer la stabilité régionale.

### Les faits

Le président Erdogan a effectué une tournée en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats Arabes Unis du 17 au 19 juillet. Il avait déclaré avant son départ que l'objectif des rencontres était de renforcer les investissements réciproques et les liens commerciaux entre la Turquie et les pays du Golfe. Il était accompagné d'une large délégation ministérielle, composée notamment des ministres des affaires étrangères et de la Défense, ainsi que de quelque 200 hommes d'affaires.

La tournée a débuté à Djeddah, en Arabie, où le président turc a été reçu par le prince Mohamed ben Salman. La visite s'est concrétisée par une série d'accords de coopération bilatérale. Parmi ceux-ci, la signature de deux contrats d'acquisition conclus entre le ministère saoudien de la Défense et Baykar, le fabricant turc des célèbres drones Bayraktar TB2. Il s'agit du plus gros contrat d'exportation dans le domaine de la défense et de l'aviation de l'histoire de la Turquie. L'accord concerne l'importation en Arabie Saoudite du drone Akinci, réputé pour sa longue endurance en moyenne altitude. Le montant de la vente n'a pas été divulgué. Le ministre saoudien de la Défense a déclaré que cette acquisition visait à améliorer l'état de préparation des forces armées du royaume et à renforcer ses capacités de défense et de fabrication.

La deuxième étape de la tournée s'est déroulée au Qatar. Les deux pays ont célébré le 50ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques en signant une déclaration commune.

La tournée du président turc s'est conclue à Abou Dhabi où M. Erdogan s'est entretenu avec cheikh Mohamed ben Zayed et a signé un mémorandum d'accords estimés à 50,7 milliards de dollars.

Le partenariat économique porte sur des projets d'investissement, notamment dans les domaines de la défense et de l'énergie. Y figure également une coopération en matière pénale avec l'établissement de règles d'extradition. L'ADQ, l'un des fonds d'investissement d'Abou Dhabi, a par ailleurs déclaré qu'il fournirait jusqu'à 8,5 milliards de dollars pour soutenir la reconstruction après le tremblement de terre de février 2023, qui avait dévasté une vaste région du sud de la Turquie.

Les deux pays ont enfin convenu d'établir une commission économique et commerciale conjointe et d'organiser un forum sur le commerce et l'investissement à Istanbul à l'automne.

### Le contexte

La Turquie fait face à une crise économique sans précédent : la livre turque a perdu 90 % de sa valeur au cours de la dernière décennie, le pays est frappé par une inflation galopante tandis que les réserves en devises étrangères de la banque centrale sont épuisées depuis la fin de l'année 2022.

Si la visite de Recep Erdogan au Qatar n'a rien d'inédit, les deux pays étant alliés de longue date, elle est beaucoup plus significative concernant l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Ces derniers entretiennent des relations tendues avec Ankara depuis plus d'une décennie, notamment en raison du soutien de la Turquie à la confrérie des Frères Musulmans, dans le sillage des printemps arabes et du soutien à des groupes rivaux sur le terrain libyen. Des tensions exacerbées lors du boycott du Qatar en 2017, auquel les deux pays du Golfe ont pris part, conduisant la Turquie à envoyer ses troupes en renfort chez son partenaire historique.

Les liens entre l'Arabie Saoudite et la Turquie ont subi une énième détérioration en octobre 2018, lors de l'affaire Khashoggi à Istanbul. Le président turc avait alors vivement critiqué les dirigeants saoudiens d'avoir commandité l'opération.

Malgré cela, les liens entre la Turquie et ses anciens rivaux se sont considérablement améliorés depuis 2021. Le Qatar et les Emirats Arabes Unis ont récemment fourni à la Turquie quelque 20 milliards de dollars dans le cadre d'accords d'échange de devises, tandis que l'Arabie a déposé 5 milliards de dollars à la banque centrale turque en mars. M. Erdogan avait annoncé en 2021 que l'Arabie était intéressée par l'achat de drones Baykar et par la création d'une usine pour la production conjointe de ces drones. Le royaume est le huitième pays à avoir acheté des drones de combat Akinci au fabricant turc.

## Les enjeux

Confrontée à une grave crise économique, la Turquie cherche à reconquérir les investisseurs étrangers, notamment auprès des pétromonarchies, pour soutenir ses réserves de change. Un contexte qui amène les autorités à adopter une nouvelle politique : Erdogan entame aujourd'hui un nouveau chapitre, à l'opposé de ce qui s'est passé lorsque le printemps arabe a commencé. Aujourd'hui, sa stratégie est plus pragmatique, avec le développement économique comme principal impératif, plutôt qu'une politique guidée par l'idéologie.

Ankara pourrait également espérer, à travers cette nouvelle coopération, obtenir des contrats pour que ses entreprises travaillent sur le projet Vision 2030 de l'Arabie Saoudite. Parallèlement, le royaume tente de diversifier son économie en dehors du pétrole et de développer des industries locales. Un objectif en partie satisfait à travers l'accord sur les drones turcs qui prévoit une production conjointe.

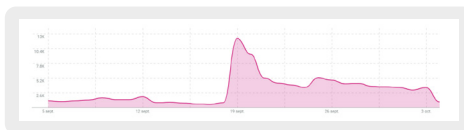
L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis pourraient aussi servir de courtier diplomatique à la Turquie sur l'épineuse question des troupes turques dans le Nord-Est syrien, dont Bachar el-Assad souhaite le départ. Les deux pays du Golfe ont favorisé le retour de la Syrie dans la Ligue Arabe et se trouvent donc en bonne position pour négocier avec le régime de Damas. Ces derniers temps, Ankara a par ailleurs montré des signes d'éloignement de Vladimir Poutine, son interlocuteur privilégié en Syrie.

La visite d'Erdogan dans le Golfe est donc un signe qu'Ankara a déjà adopté une politique étrangère multilatérale : il a abandonné les poursuites contre le prince héritier saoudien devant les tribunaux turcs, et a rompu de facto avec les Frères Musulmans... Cela était une condition sine qua non pour Abou Dhabi et Riyad. Leur récompense se traduit donc aujourd'hui par d'importants cadeaux financiers accordés à la Turquie et, enfin, par une coopération dans le domaine de la défense ●



## REGARD D'EXPERT Quelle influence du conflit au Haut- Karabagh sur X ?

Par **Guéno**lé Reucheron

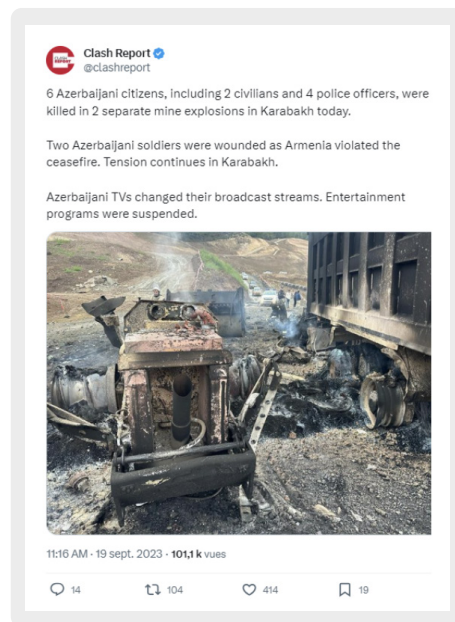


Nombre de publications sur X mentionnant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh et la République d'Artsakh ces trente derniers jours

Le 19 septembre dernier, après un blocus de 10 mois, l'histoire s'est brutalement accélérée pour les habitants du Haut-Karabagh, la région à majorité arménienne enclavée en Azerbaïdjan. Trois ans après le conflit de 2020, qui a vu s'opposer les forces azéries, soutenue par la Turquie, à celle de la République auto-proclamée de l'Artsakh (l'autorité gouvernant de facto le Haut-Karabagh), soutenue par l'Arménie, l'armée azérie a de nouveau lancé une offensive militaire sur le Haut-Karabagh, qui s'est soldée en quelques heures par la reddition totale de la région autonome. L'occasion de voir comment les publications sur X sont révélatrice de l'importance des réseaux sociaux dans les conflits contemporains.

### OSINT et influence en ligne

Sur X, du fait de l'émergence de nombreux comptes OSINT dédiés à l'analyse des conflits, il est possible de suivre l'avancement des événements en temps réel, mais aussi la promotion de certaines puissances révisionnistes, comme la Turquie, la Russie, ou encore l'Azerbaïdjan.



La diffusion de false flag, ou d'opération sous fausse bannière, est un des exemples des opportunités qu'offrent les réseaux sociaux dans l'appréhension des conflits contemporains.

Dans le cas du Haut-Karabagh, on observe ainsi la diffusion d'une attaque par le compte OSINT pro-turc et pro-azéri Clash Report (252,4k abonnés), dans la matinée du 19 causant six morts azéris dans un attentat. S'il n'est pas certain que cette attaque soit en réalité une opération déguisée de l'Azerbaïdjan, elle sert de prétexte au déclenchement d'une opération anti-terroriste de grande ampleur – ou plutôt d'une dernière offensive afin de chasser les Arméniens du Haut-Karabagh.

Seulement quatre minutes après la publication du tweet de Clash Report, les comptes OSINT neutres ou pro-arméniens ont commencé

à publier des vidéos depuis Stepanakert, la capitale du Haut-Karabagh, dans lesquelles on entend distinctement des bombardements, des sirènes, et le bruit caractéristique des drones israéliens Harop, qui ont largement participé au succès des forces d'Azerbaïdjan en 2020.

L'instantanéité et la viralité de ces contenus illustrent donc toutes les possibilités de manipulation de l'information dans les conflits d'aujourd'hui.



## Un conflit qui révèle une fracture dans la classe politique française

Mais cette instantanéité et viralité est aussi à l'origine de l'écho tout particulier que reçoit le conflit dans les pays occidentaux du fait de la grande diaspora arménienne, notamment présente aux Etats-Unis, en Russie et en France. De fait, les tweets les plus engageants sur l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabagh sont ceux de personnalités publiques prenant positions en faveur de l'Arménie :



### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

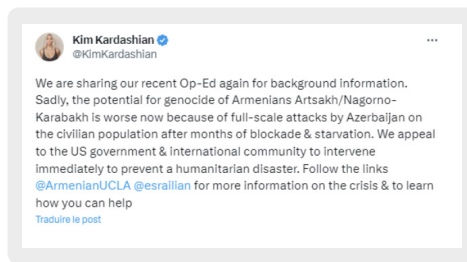
Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.



En France, le conflit est particulièrement mis en avant par des personnalités du gouvernement, de droite ou d'extrême-droite, ces dernières affichant une solidarité avec les chrétiens d'Orient. L'influenceur le plus influent sur la situation au Haut-Karabagh est Jean-Christophe Buisson, journaliste au Figaro, qui sur une période de trente jours a publié 223 tweets sur le sujet, avec une moyenne de 678 engagements par mention. D'autres personnalités, comme Valérie Boyer, sénatrice LR des Bouches-du-Rhône, Gilbert Collard, François-Xavier Bellamy et Nathalie Loiseau, tous députés européens, ont également publié sur le sujet en suscitant plusieurs centaines d'engagements par mention. Parmi les volontés exprimées dans les publications de ces influenceurs politiques, on retrouve principalement des condamnations, et des appels à l'action lancés à la France et l'Union Européenne.



Il faut noter que dans cette frange politique, on dénonce un conflit religieux : sur les dix publications les plus engageantes sur le sujet, deux font références aux chrétiens, et trois publications – dont la publication la plus engageante – sont de SOS Chrétiens d'Orient. Pour autant, nombre de chercheurs et d'historiens ont d'abord mis en avant les origines territoriales du conflit, et la question des ressources gazières et pétrolières d'Azerbaïdjan qui alimentent l'Europe, au bénéfice de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.

Pour autant, à gauche, si plusieurs personnalités ont exprimé leur soutien aux Arméniens, les engagements sont bien moins importants, ce qui s'explique en partie par une mobilisation bien plus importante à droite, et notamment chez les défenseurs des chrétiens d'Orient, en faveur des Arméniens.



## Un avenir en suspens

Au-delà des considérations politiques internes à la France, la situation au Haut-Karabagh est hautement préoccupante pour l'avenir de l'Arménie, avec la volonté exprimée par les pouvoirs turc et azéri de créer un corridor azéri au sud de l'Arménie le long de la frontière irano-arménienne, ce qui, en cas de refus de d'Erevan, ne manquerait pas de raviver les tensions dans la région.

L'affrontement de 2020 avait déjà vu son lot de crimes de guerre perpétrés par les soldats de Bakou, avec la diffusion notamment sur Telegram d'exécutions et d'actes de tortures envers des prisonniers de guerre arméniens. Ces images sont sans encore dans la tête des près de 100 000 arméniens ayant fui le Haut-Karabagh depuis le 19 septembre, sur une population totale de 120 000 personnes. Les diffusions récentes de vidéos de profanations d'églises et d'arrestations de figures publiques du Haut-Karabagh laissent présager le pire pour les Arméniens choisissant de rester ●